



L'INITIATIVE FAIR-À ÉGALITÉ ! RÉDUIRE LES INÉGALITÉS PAR LE BIAIS DE LA RESPONSABILITÉ FISCALE

Oxfam au Timor-Leste : inclure les
besoins des personnes handicapées aux
budgets de l'État

Pôle de connaissance sur la
gouvernance et la citoyenneté



OXFAM

L'INITIATIVE FAIR-À ÉGALITÉ ! RÉDUIRE LES INÉGALITÉS PAR LE BIAIS DE LA RESPONSABILITÉ FISCALE

Oxfam au Timor-Leste : inclure les besoins des personnes handicapées aux budgets de l'état



INTRODUCTION

Ce rapport décrit la manière dont Oxfam au Timor-Leste et une coalition de partenaires ont tiré profit d'un environnement politique favorable pour mettre la thématique de la budgétisation tenant compte des droits des personnes handicapées à l'ordre du jour politique et encourager le gouvernement du pays à adopter une approche basée sur ces droits au moment d'établir les budgets de l'État.

Il décrit les difficultés, les opportunités, les accomplissements et les leçons tirées du travail de plaidoyer et d'influence des politiques afin d'aider les organisations de personnes handicapées à défendre les droits de leurs membres en veillant à ce que le budget de l'État tienne compte de leurs besoins. Il détaille les principales étapes franchies dans le travail réalisé à ce jour et informe sur les processus de plaidoyer et d'influence et les tactiques et stratégies adoptées par Oxfam au Timor-Leste et les organisations de la société civile (OSC) partenaires.

Notre objectif est de partager cette expérience avec les publics souhaitant en apprendre plus sur le travail réalisé par Oxfam au Timor-Leste et huit organisations partenaires en matière de justice fiscale et sur la lutte pour la réduction des inégalités et en faveur d'une meilleure inclusion.

Qu'est-ce que la budgétisation tenant compte des droits des personnes handicapées ?

La budgétisation tenant compte des droits des personnes handicapées repose sur une mobilisation et une utilisation des ressources publiques optimales en vue de l'inclusion des personnes en situation de handicap. Effectuer un travail d'influence à ce sujet permet au mouvement de personnes handicapées de comprendre le fonctionnement des processus budgétaires de l'État, d'analyser les dépenses en fonction des recommandations de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées et du Plan d'action national sur le handicap et de mettre au point un programme d'influence des politiques chiffré. Ce travail aide aussi à identifier les secteurs où les dépenses du gouvernement ne respectent pas les recommandations de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées ou le Plan d'action national. Il participe à créer une communauté de personnes engagées dans la lutte pour les droits des personnes handicapées et rend la collaboration plus efficace.

Source : basé sur Towards Disability Rights-Based Budgeting, Oxfam au Timor-Leste, Core Group Transparency (CGT), Associação Deficiência TimorLeste (ADTL), Hadomi Timor Oan, Christian Blind Mission (CBM), Inclusion Advisory Group et Center for Inclusive Policy. 2019, p.1.

CONTEXTE

Le Timor-Leste a obtenu son indépendance de l'Indonésie il y a 20 ans seulement, en 2002. Parmi les nombreuses difficultés rencontrées ce jeune pays, on trouve les taux élevés de pauvreté et les faibles niveaux d'éducation, de santé et de nutrition parmi la population. Le nombre de personnes handicapées est estimé à plus de 38 000¹, soit environ 2 % de la population, dans un pays qui compte 1,34 million d'habitant-es². Toutefois, ce chiffre est sûrement une sous-estimation, car l'OMS estime que 15 % environ de la population mondiale présente une forme ou une autre de handicap³.

Au Timor-Leste, les personnes handicapées et l'organisation nationale de personnes handicapées récemment créée Ra'es Hadomi Timor Oan (RHTO) ne pouvaient pas accéder aux sphères de pouvoir et de prise de décisions. Même s'il existait un plan d'action national pour les personnes handicapées, celui-ci était inefficace, car il n'y avait pas assez de mécanismes définis suffisamment clairement pour sa mise en œuvre, aucun budget n'était alloué à son application et les organisations de personnes handicapées n'étaient pas en mesure d'interagir avec le gouvernement. En outre, le réseau national de redevabilité sociale n'avait jamais pensé à inclure les droits des personnes handicapées à ses demandes.

Même avant la pandémie de COVID-19, les gouvernements des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) allouaient très peu de ressources pour répondre aux besoins des personnes handicapées, les rendant encore plus vulnérables à la pauvreté et à la marginalisation. Avant la pandémie, en moyenne, ces pays dédiaient moins de 0,5 % de leur PIB à la protection sociale pour les personnes handicapées⁴, contre 1,4 % dans les pays à revenu élevé⁵.

À partir de 2018, Oxfam au Timor-Leste et sa coalition de partenaires ont tiré parti d'un contexte relativement encourageant de la part du gouvernement qui portait un réel intérêt à la mise en place de politiques publiques tenant compte des droits et des besoins des personnes handicapées. Ce travail a fait face à des obstacles conséquents en matière de gestion et de mise en œuvre, mais il a donné lieu à des changements importants en termes d'inclusion, d'autonomisation et de reconnaissance des droits des personnes handicapées.

Ce rapport décrit le travail mis en œuvre durant les première et deuxième phases d'un projet financé par Open the Books ; la première phase a duré de 2018 à 2021 et la deuxième phase a commencé en juillet 2021 et prendra fin en 2025. L'objectif de la première phase était de renforcer les capacités et de créer un mouvement d'OSC, en forgeant des relations avec des alliés et des acteurs du gouvernement. La deuxième phase porte sur le renforcement des capacités des organisations de personnes handicapées en vue d'analyser les budgets par le biais d'une approche basée sur les droits humains et le genre ; la mobilisation continue des alliés et d'autres acteurs sociaux pertinents sur les questions de budgets de l'État ; et

L'INITIATIVE FAIR-À ÉGALITÉ ! RÉDUIRE LES INÉGALITÉS PAR LE BIAIS DE LA RESPONSABILITÉ FISCALE

Oxfam au Timor-Leste : inclure les besoins des personnes handicapées aux budgets de l'état



la promotion d'une approche plus inclusive, tenant compte de la diversité des personnes handicapées et étendant la portée des considérations des organisations de personnes handicapées pour y inclure l'analyse des disparités entre les genres et les besoins des enfants.

CRÉATION D'ALLIANCES ET PLAIDOYER POUR UN BUDGET DE L'ÉTAT PLUS INCLUSIF

La première mesure prise par Oxfam au Timor-Leste a consisté à créer une coalition d'organisations souhaitant travailler sur la budgétisation tenant compte des droits des personnes handicapées, qu'elles aient auparavant été actives sur ces questions ou non. La coalition incluait l'organisation nationale de personnes handicapées Ra'és Hadomi Timor Oan (RHTO) ; le réseau de personnes handicapées du Timor-Leste ou Asosiasaun Defisiensiia Timor-Leste (ADTL) ; le réseau national de redevabilité sociale Core Group Transparency (CGT) ; le réseau de femmes Rede Feto Timor-Leste (RFTL) ; les réseaux de membres de la société civile Asosiasaun Rede Covalima (ARC) et Rede Informasaun Oecusse (REINO) ; le Monitoring and Research Institute et le Mata Dalan Institute (MDI).

Toutes les organisations impliquées ont fait profiter le mouvement de leurs connaissances et de leur expérience et ont contribué au travail de manières spécifiques. Leur expérience a aidé la coalition à conceptualiser la problématique, à améliorer les capacités et les connaissances des OSC, et notamment des organisations de personnes handicapées, en matière de budgétisation tenant compte des droits des personnes handicapées, et à

formuler des stratégies d'influence et de plaidoyer auprès des décisionnaires.

Les partenaires de la coalition ont commencé par identifier les besoins de leurs équipes et les lacunes dans leur compréhension des problématiques liées aux droits des personnes handicapées et aux processus budgétaires, et les liens qu'ils entretiennent. Cela a permis de renforcer les alliances – par exemple, avec des organisations dotées d'une expertise dans ce domaine, comme le Center for Inclusive Policy (CIP)⁶ – mais aussi de se former et d'entreprendre un travail de renforcement des connaissances en matière de processus de budgétisation de l'État et de budgétisation sensible au genre, entre autres. La coalition a accompli cela malgré l'absence quasi-totale d'expérience dans les domaines du renforcement organisationnel et des droits des personnes handicapées dans le pays. Cela n'a pas empêché les organisations de personnes handicapées de lancer progressivement des activités de campagnes et d'influencer les décisionnaires, au Parlement comme au sein de la branche exécutive du gouvernement.

En partenariat avec Christian Blind Mission (CBM), l'un des leaders internationaux du travail sur l'inclusion des personnes handicapées, Oxfam au Timor-Leste a identifié plusieurs études de cas pertinentes portant sur d'autres pays (l'Inde, la région Asie-Pacifique (Fidji) et les Philippines) qui ont fourni des informations essentielles sur les compétences nécessaires à la gestion de la budgétisation tenant compte des droits des personnes handicapées et sur les stratégies et méthodes de travail qui ont fonctionné ailleurs. ONU Femmes

L'INITIATIVE FAIR-À ÉGALITÉ ! RÉDUIRE LES INÉGALITÉS PAR LE BIAIS DE LA RESPONSABILITÉ FISCALE

Oxfam au Timor-Leste : inclure les besoins des personnes handicapées aux budgets de l'état

et le réseau de femmes Rede Feto, qui représentait le groupe de travail sur la budgétisation sensible au genre, ont quant à eux contribué en intégrant une approche de la budgétisation sensible au genre à l'analyse et aux messages générés par le mouvement.

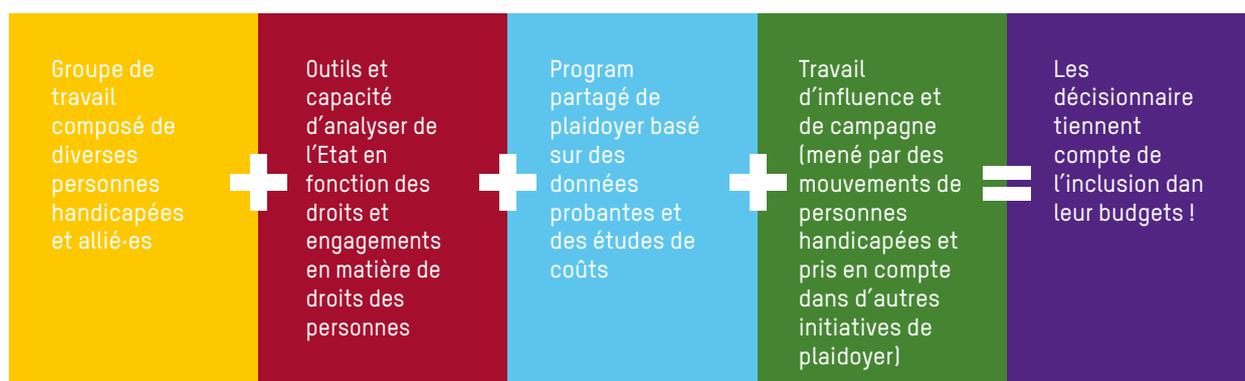
APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE

With the aim of influencing decision makers and ensuring Dans l'optique d'influencer les décideurs et d'encourager l'adoption d'une approche basée sur les droits et tenant compte des besoins des personnes handicapées dans le processus de budgétisation de l'État, Oxfam au Timor-Leste et ses partenaires ont suivi une approche double. Le premier volet de cette approche concernait le handicap et impliquait de travailler sur des initiatives visant à renforcer les capacités et la confiance en elles des personnes handicapées afin de leur donner les moyens de comprendre les processus de budgétisation et d'y contribuer en maîtrisant la manière dont ces processus influent sur leur vie et leur possibilité de s'exprimer pour influencer l'allocation des fonds. Le deuxième volet concernait les initiatives tenant compte du handicap prises par Oxfam au Timor-Leste et ses partenaires afin de sensibiliser le gouvernement et les acteurs sociaux à l'inclusion des besoins des personnes handicapées, en développant des relations et en cherchant à intégrer l'inclusion des besoins des personnes handicapées aux demandes et aux discours sur la redevabilité sociale.

Outre les études de cas portant sur d'autres pays, les principes de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées ont été utilisés pour faire progresser le travail au cours des phases 1 et 2 du projet. L'un de ces principes exige des gouvernements qu'ils consultent les organisations de personnes handicapées lors de la planification du budget et de l'utilisation des ressources publiques, pour éviter l'oubli des besoins des personnes handicapées ou que des initiatives malavisées ne conduisent à bafouer leurs droits. La Convention appelle également à normaliser l'approche basée sur les besoins des personnes handicapées, étayée par le respect et la reconnaissance de leurs droits civiques, dans les programmes, projets et services, à tous les niveaux du gouvernement.

Il est devenu clair que l'influence des décideurs impliquait en premier lieu de constituer un groupe de travail composé de personnes handicapées et d'allié-es, et de les doter des outils et compétences requises pour militer en faveur d'une budgétisation tenant compte de leurs droits. Ce groupe de travail a ensuite été encouragé à décider d'un programme de plaidoyer commun basé sur des données probantes, chiffré et mettant en avant les messages clés à faire passer. Cela a préparé le groupe et ses alliés à mettre en œuvre une stratégie d'influence et une campagne ciblant les décideurs et promouvant les intérêts des personnes handicapées en tant que mouvement.

Le processus d'influence en faveur de la budgétisation tenant compte des droits des personnes handicapées



Source: Présentation de l'équipe d'Oxfam au Timor-Leste lors de la réunion du Forum FAIR. Mars 2021

L'INITIATIVE FAIR-À ÉGALITÉ ! RÉDUIRE LES INÉGALITÉS PAR LE BIAIS DE LA RESPONSABILITÉ FISCALE

Oxfam au Timor-Leste : inclure les besoins des personnes handicapées aux budgets de l'état



FACILITER L'APPRENTISSAGE ET L'ACCÈS AUX CONNAISSANCES ET AUX COMPÉTENCES

Les principaux défis rencontrés dans le cadre du processus incluait la promotion d'une meilleure compréhension de la budgétisation tenant compte des droits des personnes handicapées et des compétences requises pour travailler dessus, et la mise au point de stratégies d'influence et de plaidoyer au sein des organisations de personnes handicapées et organisations alliées. Lors de la première phase du processus, la formation a été dispensée par des partenaires spécialisés, afin de créer un environnement d'apprentissage commun à toute la coalition. En particulier, le CIP a travaillé avec RHTO et ADTL dans l'optique de tirer des leçons des études de cas d'autres pays, et CGT et le MDI ont formé les organisations de personnes handicapées au suivi des budgets de l'État et au plaidoyer. RHTO a également travaillé avec des partenaires pour apprendre de leurs expériences au niveau des municipalités.

Tout au long des trois années qu'a duré la première phase du programme, les apprentissages partagés au sein de la coalition ont eu un impact positif sur toutes les OSC impliquées et ont contribué à leur compréhension de la budgétisation tenant compte des droits des personnes handicapées au niveau national, un concept complexe et nouveau dans ce pays, ce qui les a encouragées à commencer à travailler dans ce domaine. Apprendre à respecter la diversité des expériences et renforcer leurs capacités à interagir avec d'autres acteurs a donné aux membres de la coalition une base solide pour la mise en place d'un cadre conceptuel et la conception de nouveaux éléments narratifs et objectifs d'influence pour faire évoluer le processus de budgétisation de l'État.

*D'après le rapport d'évaluation de projet d'Open the Books (OtB), les partenaires impliqués ont trouvé le projet inclusif et éducatif. Il a contribué à renforcer les capacités, et les liens établis entre les partenaires seront utiles aux activités futures.
Oxfam au Timor-Leste, août 2021.*

La pandémie de COVID-19 a rendu le processus de renforcement des capacités plus difficile. Une formation en ligne a été offerte, mais les participant-es avaient différents types de handicap et requéraient donc des types spécifiques de soutien ciblé. Ces difficultés n'ont toutefois pas interrompu le processus de formation, et les personnes ont pu continuer à accéder aux connaissances nécessaires pour atteindre leurs objectifs.

Les études de cas d'autres pays ont été l'une des premières sources d'inspiration pour le mouvement, non seulement en termes d'apprentissage au sujet des meilleures pratiques

utilisées ailleurs mais aussi en termes de définition de la portée et des objectifs de l'initiative et de réflexion sur les opportunités et les difficultés présentes au Timor-Leste. Les apprentissages tirés de ces études étaient centrés sur les bonnes pratiques, les tactiques et les stratégies, ainsi que sur la mise en place d'un cadre conceptuel et méthodologique. Des stratégies d'apprentissage ont également été établies par et pour les OSC impliquées et pour les représentant-es des ministères, ce qui a aidé à consolider les relations avec le gouvernement et à gagner des alliés.

METTRE EN ŒUVRE LE TRAVAIL D'INFLUENCE ET LE PLAIDOYER

Oxfam au Timor-Leste et ses partenaires ont basé en grande partie leur processus d'influence et de plaidoyer sur les leçons tirées d'initiatives de plaidoyer passées sur la budgétisation sensible aux besoins des personnes handicapées d'autres pays. À partir des expériences de ces autres acteurs, les organisations de personnes handicapées et partenaires ont acquis une bonne compréhension de la problématique et ont pu la situer conceptuellement. Elles ont commencé à déterminer une direction narrative et des messages pour leurs propres stratégies d'influence. Différents membres de la coalition ont mis leurs connaissances et expériences à contribution, notamment à propos du fonctionnement du processus de budgétisation de l'État, de la budgétisation sensible au genre et des stratégies de plaidoyer et d'influence utilisées dans le cadre d'initiatives portant sur la redevabilité.

Entre 2018 et 2021, les partenaires de la coalition ont centré leurs efforts sur le renforcement des capacités des réseaux, des organisations locales, des organisations de personnes handicapées et des groupes communautaires afin de mettre en œuvre des stratégies de plaidoyer et d'influence visant à s'impliquer dans le processus de budgétisation et à gagner des alliés au sein du gouvernement.

En 2020, suite à un séminaire organisé par ADTL avec le soutien d'Oxfam au Timor-Leste, les ministres et le président du parlement national se sont engagés à réfléchir à l'intégration d'une approche basée sur les droits des personnes handicapées au processus de budgétisation de l'État. Le parlement a ensuite passé une résolution en treize points sur la reconnaissance et la protection des droits des personnes handicapées, incluant un engagement à ratifier les droits des personnes handicapées adoptés par les Nations Unies dans tous les ministères. La résolution a constitué un soutien précieux et un élan positif de la part du gouvernement du pays vers la reconnaissance des demandes d'inclusion et de protection des organisations de personnes handicapées, et couvrait divers domaines, comme l'éducation, la santé et le système judiciaire, dans lesquels le gouvernement devait investir afin de répondre aux demandes spécifiques des personnes handicapées. En octobre 2020, le ministère des Travaux publics a créé des lignes directrices ministérielles

L'INITIATIVE FAIR-À ÉGALITÉ ! RÉDUIRE LES INÉGALITÉS PAR LE BIAIS DE LA RESPONSABILITÉ FISCALE

Oxfam au Timor-Leste : inclure les besoins des personnes handicapées aux budgets de l'état



précisant que tout nouveau bâtiment gouvernemental ou commercial doit être accessible aux personnes handicapées. Cette mesure était une première étape pour la reconnaissance des problématiques d'accessibilité dans les espaces publics. Elle a permis d'engager le dialogue.

Le travail de campagne ayant permis de diffuser des informations sur les besoins liés à l'inclusion des personnes handicapées a également été essentiel. En 2019, avant le débat au parlement, les partenaires de la coalition ont développé une campagne numérique de sensibilisation des parlementaires, des responsables gouvernementaux/ales et d'autres parties prenantes clés afin de les aider à comprendre les besoins des personnes handicapées et l'importance de l'inclusion de leurs besoins spécifiques aux budgets de l'État. La pandémie de COVID-19 a obligé les partenaires à adapter leur stratégie de plaidoyer. Ils ont toutefois poursuivi leurs actions, en organisant des réunions et des séminaires avec des ministères, notamment. Ils ont aussi lancé une campagne sur les réseaux sociaux pour attirer l'attention sur la thématique de la budgétisation inclusive, relayée par des articles, des segments télévisuels, des actions médiatiques numériques et des publicités sur panneaux publicitaires dans l'espace public, entre autres moyens de communication.

La campagne d'influence des médias numériques mise en œuvre fin 2020 et début 2021 a été l'une des étapes les plus importantes de la campagne. Les partenaires de la coalition ont attiré l'attention sur les priorités pour les allocations budgétaires de tous les ministères dans le cadre de la proposition de budget de l'État de 2021. Ils ont appelé à prévoir un budget tenant compte des droits des personnes handicapées. La portée de cette campagne s'est étendue bien au-delà des membres du gouvernement et des décisionnaires. Elle a aussi suscité l'attention sur les réseaux sociaux ; par exemple, 50 % environ de la population du Timor-Leste utilise Facebook [Rapport d'évaluation de projet. Open the Books (OtB), Oxfam au Timor-Leste. De juin 2018 à juillet 2021. Août 2021]

Le travail sur le plan d'action national sur le handicap pour 2021/2030 a également constitué une étape importante

du travail d'influence d'Oxfam au Timor-Leste et de ses partenaires. Il a permis de contribuer concrètement, sur le plan technique, à l'inclusion des besoins des personnes handicapées dans les budgets et la consolidation des processus de plaidoyer ciblant les ministères. Il reste encore beaucoup à faire avant que le système de budget de l'État n'inclue ce principe à tous les niveaux de sa comptabilité. Le fort roulement chez les fonctionnaires et le personnel politique complique cette initiative. De nouvelles recrues doivent en effet constamment être formées et l'influence des programmes des parties politiques est une tâche sans fin. Cela pourrait faire obstacle au déroulement du processus. Toutefois, il ne fait aucun doute que la problématique des droits des personnes handicapées est maintenant un élément reconnu dans la planification des dépenses publiques et l'élaboration des politiques sociales. Le ministère de la Solidarité sociale et de l'inclusion, le ministère des Travaux publics puis le ministère de l'Éducation ont décidé d'allouer des budgets spécifiques afin de mener des actions prioritaires concernant les droits des personnes handicapées.

La deuxième phase du projet Open the Books a vu la création d'un groupe de travail de promotion composé de sept personnes handicapées issues de divers groupes vulnérables, dont trois femmes. C'était la première fois que des femmes handicapées étaient en mesure de militer pour leurs droits spécifiques. Le groupe a pour objectif principal de mobiliser les personnes handicapées autour de la thématique des budgets tenant compte de leurs droits. Il cherche également à assurer la continuité du processus d'influence initié lors de la première phase du projet. Le groupe de travail de promotion porte les demandes des organisations de personnes handicapées, des réseaux informels et des activistes. Ses partenaires, comme CGT et le groupe de travail sur la budgétisation sensible au genre piloté par Rede Feto, ont contribué au renforcement de ses capacités et l'ont soutenu grâce à leurs compétences techniques en matière de budgétisation publique. Il continuera de superviser et d'encourager la budgétisation tenant compte des droits des personnes handicapées et de piloter le processus de prise de décisions concernant les priorités du travail de plaidoyer et d'influence pendant la deuxième phase du projet.

L'INITIATIVE FAIR-À ÉGALITÉ ! RÉDUIRE LES INÉGALITÉS PAR LE BIAIS DE LA RESPONSABILITÉ FISCALE

Oxfam au Timor-Leste : inclure les besoins des personnes handicapées aux budgets de l'état



ÉTAPES IMPORTANTES DU TRAVAIL D'INFLUENCE DE LA COALITION

- ◆ Une **résolution prise par le parlement national** en septembre 2019 invitait le gouvernement à adopter en urgence des recommandations clés pour la protection des droits des personnes handicapées. Cette résolution a instauré un contexte favorable et une ouverture qui ont poussé les décideurs à prêter attention au travail d'influence effectué par les organisations de personnes handicapées à propos du Plan d'action national sur le handicap.
- ◆ La **campagne numérique** est devenue virale, une grande partie des internautes du Timor-Leste y ayant été exposés. Elle a donné lieu à une reconnaissance générale de la problématique et a conféré un fort impact à la coalition.
- ◆ Le **travail sur le Plan d'action national sur le handicap** a donné à la coalition une occasion de développer ses capacités techniques et d'influence, d'améliorer ses relations avec les organes publics et de renforcer ses capacités d'influence.
- ◆ Le **travail avec le ministère des Travaux publics** et les progrès importants réalisés en termes de budgétisation nationale ont ouvert la voie à une relation durable et à des opportunités d'apprentissage importantes pour la coalition.
- ◆ Le **lancement de la deuxième phase du projet** a donné la force à la coalition de penser de nouveaux objectifs et de nouvelles stratégies pour poursuivre le travail d'influence entamé lors de la première phase. La coalition a établi un groupe de travail de promotion diversifié, représentant le mouvement et composé de personnes handicapées dotées d'une expérience du plaidoyer pour les droits des personnes handicapées et cherchant à atteindre des buts précis.

QUELS ONT ÉTÉ LES SUCCÈS ET LES IMPACTS DU PROJET ?

Le processus d'influence mis en œuvre par la coalition pour l'inclusion des droits des personnes handicapées aux processus de budgétisation de l'État a eu des effets positifs, non seulement dans la sphère publique, où des progrès importants sont à constater (par exemple, les fonctionnaires et décideurs sont davantage sensibilisés à la problématique et des progrès concrets sont en cours au niveau des directives et des pratiques de budgétisation), mais également dans la sphère sociale privée, notamment dans les groupes de plaidoyer pour les droits des personnes handicapées, les organisations partenaires et chez les alliés.

- Les personnes handicapées membres du mouvement, en particulier celles qui ont participé à former le groupe de travail de promotion et ont été impliquées dans la conception des stratégies et initiatives d'influence, ont mieux compris pourquoi elles méritaient de meilleures conditions de vie, en tant que citoyennes et titulaires de droits. Elles ont acquis une plus grande capacité d'action et sont en mesure d'exiger l'inclusion de leurs besoins au processus de budgétisation de l'État.
- Les personnes et les organisations qui ont soutenu le processus et ont agi en tant qu'alliés du mouvement voient aujourd'hui davantage les personnes handicapées comme des personnes titulaires de droits que comme des sujets tributaires de l'aide caritative. Elles et ils ont été en mesure d'adapter la logistique de leurs organisations et leurs méthodes de travail afin d'intégrer des approches inclusives.
- Travailler en parallèle au plan d'action national sur le handicap a donné l'opportunité à la coalition de contribuer à l'évolution de la planification de l'État. Grâce à cela, deux ministères (le ministère de la Solidarité sociale et de l'inclusion et le ministère des Travaux publics) ont adopté un budget tenant compte des droits des personnes handicapées, et d'autres, comme le ministère de l'Éducation, sont en train de suivre cette voie.
- Les services de HR des ministères qui ont participé aux formations de RHTO comprennent mieux la problématique et voient désormais l'approche budgétaire basée sur les droits des personnes handicapées comme une nécessité sociale, et non comme l'exigence d'une minorité. Ils comprennent que cette problématique doit être envisagée sous le prisme des droits et de l'inclusion, dans l'optique de lutter contre la pauvreté et les inégalités au niveau national.
- Grâce au partage des connaissances et à la coordination des actions entre organisations membres de la coalition, les parties prenantes ont compris que pour obtenir plus d'efficacité et d'efficience, il vaut mieux collaborer plutôt que de travailler de manière cloisonnée. Grâce à l'accès à différents types d'expertise, aux liens entre parties prenantes et à la compréhension plus complète de la problématique, les partenaires ont identifié des stratégies, renforcé le mouvement et accru la pertinence de son travail de plaidoyer.

L'INITIATIVE FAIR-À ÉGALITÉ ! RÉDUIRE LES INÉGALITÉS PAR LE BIAIS DE LA RESPONSABILITÉ FISCALE

Oxfam au Timor-Leste : inclure les besoins des personnes handicapées aux budgets de l'état



QUE NOUS A APPRIS CE TRAVAIL ?

Oxfam au Timor-Leste et ses partenaires, qui ont travaillé pendant plus de quatre ans en faveur de systèmes budgétaires plus pertinents et inclusifs pour les personnes handicapées, ont accumulé des connaissances qui leur ont permis de mettre au point de nouvelles stratégies et de trouver des manières innovantes de sensibiliser et de réaliser un travail de plaidoyer ciblant le grand public, d'autres OSC locales et internationales et les décisionnaires au niveau de l'État. La liste suivante fait état de certaines des leçons les plus importantes que nous avons tirées de ce travail.

- **Tirer profit de la visibilité de ce travail pour développer notre valeur ajoutée et avancer dans la réalisation de nos objectifs.** La résolution du parlement prise en 2019 reconnaissait publiquement que l'État était obligé d'inclure une approche basée sur les droits des personnes handicapées à ses plans, actions et budgets. Le mouvement s'est saisi de cette occasion pour continuer à faire avancer ses objectifs et à renforcer le discours en faveur de processus budgétaires inclusifs pour obtenir des résultats rapides en termes de création d'alliances solides, comme cela a été fait avec le ministère des Travaux publics, le ministère de la Solidarité sociale et de l'inclusion et le ministère de l'Éducation.
- **La coalition a permis de créer une alliance solide composée de spécialistes de domaines variés,** chaque organisation contribuant au renforcement des compétences et des capacités des autres. Cela a également permis de renforcer le discours pour réaliser des initiatives de plaidoyer et mettre en œuvre des stratégies d'influence.
- **L'alliance a initialement travaillé avec la population à la compréhension de ses droits. Cela a été une étape fondamentale du changement, car les parties prenantes ont pu faire part de leurs objectifs avec une grande clarté aux cibles du travail d'influence.** Dans le cas du Timor-Leste, travailler avec des organisations de personnes handicapées à la compréhension de l'approche basée sur les droits plutôt qu'une approche basée sur l'aide caritative, et clarifier que les personnes handicapées sont des citoyen·nes qui méritent de meilleures conditions de vie, a été essentiel à la formation d'un groupe de militant·es pour le changement endossant le rôle de porte-parole du mouvement. C'est là l'essence du plaidoyer.
- **Travailler avec des allié·es du gouvernement, proches des organes de prise de décisions, a été essentiel.** Le rôle des ambassadeurs et ambassadrices de la cause de la budgétisation tenant compte des besoins des personnes handicapées a été des plus importants pour le travail de plaidoyer et la définition du plan d'action national sur le handicap. Elles et ils ont effectué un travail de sensibilisation à la problématique et mis en œuvre une approche pratique de la préparation des budgets.
- **Les expériences d'autres pays ont étayé la stratégie d'influence.** Les leçons tirées des bonnes pratiques en matière de budgétisation tenant compte des droits des personnes handicapées en Inde, dans la région Pacifique et aux Philippines ont permis à la coalition de déterminer les lacunes, les difficultés et les opportunités à prendre en compte et d'établir une stratégie d'influence ciblant les acteurs de l'État.

Oxfam International septembre 2022

Pour plus d'informations, contactez :
Paola Cecilia Miranda Oliver
paola.miranda@oxfam.org
Intermédiaire Connaissances et apprentissage en
matière de justice fiscale Centre de connaissance sur
la gouvernance et la citoyenneté.

À propos de cette étude de cas

Cette étude de cas s'intègre au travail sur la justice fiscale d'Oxfam. Cette série est la suite du rapport Global Track Record on Fiscal Justice d'Oxfam (2016) et fournit une mise à jour du travail d'Oxfam et de ses partenaires en matière de justice fiscale et d'inégalités dans les pays sélectionnés.

Le programme F.A.I.R.-À égalité d'Oxfam vise à donner l'opportunité aux citoyen-nes de résorber les inégalités de pouvoir et d'influence, pour rendre les systèmes fiscaux plus progressifs et amener les gouvernements à mettre en oeuvre des politiques sur les impôts et les dépenses qui bénéficient à toutes et tous, et pas seulement aux élites. Le programme F.A.I.R.-À égalité regroupe le travail d'Oxfam et de ses partenaires dans plus de 40 pays.

Photos

Page 1

Rosalía Teresa Pereira, membre du groupe de promotion - Association pour les personnes handicapées du Timor-Leste/ Asosiasaun Defisiensiá Timor-Leste (ADTL)
Photo : Keith Parsons (OUA)

Page 3

Groupe promoteur (Projet "Ouvrir le livre")
Photo : Keith Parsons (OUA)

Notes

- ¹ UNICEF Timor-Leste (2021). Improving access to information for children and people with disabilities in Timor-Leste. <https://www.unicef.org/timorleste/stories/improving-access-information-children-and-people-disabilities-timor-leste#:~:text=According%20to%20the%20most%20recent,2%20per%20cent%20of%20females>
- ² Banque de données sur la population nationale de la Banque mondiale <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=TL>, basées sur le dernier recensement de population et de logement au Timor-Leste, entre autres sources
- ³ Selon l'OMS : « Le handicap résulte de l'interaction entre une personne ayant un problème de santé, comme une infirmité motrice cérébrale, le syndrome de Down et la dépression, et des facteurs personnels et environnementaux, notamment les attitudes négatives, l'inaccessibilité des moyens de transport et des bâtiments publics et l'aide sociale limitée. » OMS (non daté). Disability. https://www.who.int/health-topics/disability#tab=tab_1
- ⁴ OIT, 2019. Cité par Alexandre Cote et Meenakshi Balsubramanian dans The New Normal. Getting governments to spend (more and better) for (inclusion) of all persons with disabilities. Publié par Center for Inclusive Policy, Oxfam au Timor-Leste et Oxfam Australie, CBM Australie et le gouvernement australien, via le programme australien de coopération avec les ONG. Page 4.
- ⁵ OCDE. 2020. Cité par Alexandre Cote et Meenakshi Balsubramanian dans The New Normal. Getting governments to spend (more and better) for (inclusion) of all persons with disabilities. Center for Inclusive Policy, Oxfam au Timor-Leste et Oxfam Australie, CBM Australie et le gouvernement australien, via le programme australien de coopération avec les ONG. Page 4.
- ⁵ Le Center for Inclusive Policy est une organisation qui soutient le processus d'inclusion des personnes désavantagées, à des fins de conformité à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et à d'autres cadres logiques et programmes de développement pour le respect des droits humains.



OXFAM